

RÉPARER LES FINANCES LOCALES POUR RÉPONDRE AUX URGENCES SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES



Les collectivités locales jouent un rôle essentiel !

Elles financent de nombreux services publics locaux et réalisent près de 60% de l'investissement public. Mais elles manquent de moyens.

Les réformes fiscales récentes ont réduit les recettes propres des collectivités

Ces mesures ont surtout profité aux plus riches. Par exemple, lors de la suppression de la taxe d'habitation, les 20 % des contribuables les plus aisés ont bénéficié de 50 % du montant total supprimé, tandis que les 20 % les plus modestes n'en ont tiré aucun avantage, puisqu'ils étaient déjà exonérés.

L'État est devenu le 1er contributeur des finances locales

Via les différents transferts financiers qu'il opère, comme le versement d'une partie importante de la TVA (1ère source de revenu des collectivités locales). Entre 2020 et 2021, la part des impôts locaux dans les recettes des collectivités est passée de 43% à 29%.

L'État veut désormais imposer une austérité budgétaire aux collectivités alors même qu'elles doivent répondre aux urgences écologiques et sociales. Cela veut dire des bibliothèques ouvertes moins souvent, des piscines fermées plusieurs mois par an, une réduction du personnel d'entretien etc.

Pour Attac et l'Observatoire de la justice fiscale, il faut de toute urgence **réformer et renforcer la fiscalité locale**. Plusieurs mesures s'imposent :

- **Mettre fin aux baisses et suppressions d'impôts locaux**, notamment pour les entreprises.
- **Réviser les bases obsolètes de la taxe foncière** et mettre en débat une taxe d'habitation rénovée pour une fiscalité locale progressive qui ne pénalise pas les ménages modestes.
- **Repenser les mécanismes de péréquation** pour allouer des ressources en priorité aux collectivités qui en ont le plus besoin et pour réorienter utilement l'investissement public vers la bifurcation écologique et sociale.

Pour aller plus loin, le **rapport complet** d'ATTAC France et de l'Observatoire de la justice fiscale est disponible sur : <https://france.attac.org/se-mobiliser/municipales-2026/#unecampagne>



isere.site.attac.org

Pour recevoir notre **lettre d'info** :



Une **revue des actualités** locales, nationales et internationales en lien avec les **thématiques d'Attac**



Les informations des **prochaines réunions** et **actions du comité local**

Contact : isere@attac.org



Ne pas jeter sur la voie publique

<https://municipales-2026.nosservicespublics.fr/>

S'engager pour défendre, développer et démocratiser les services publics de proximité.

Une commune engagée dans la transition écologique qui garantit un cadre de vie juste et soutenable pour toutes et tous

1 : Pour un logement accessible pour toutes et tous : respecter la loi SRU pour les logements sociaux, et arrêter la vente des logements très sociaux

2 : Pour lutter contre la spéculation et l'artificialisation des sols

3 : Pour renforcer les services publics environnementaux : contrôler les opérateurs de l'eau, déchets et énergie, publics ou privés

4 : Pour un service public des mobilités : s'engager pour le maintien du réseau et la réouverture des gares ferroviaires et des guichets

Une commune qui protège le droit de toutes et tous à une vie digne

5 : Pour lutter contre les exclusions sociales et garantir l'accès aux droits : respecter l'obligation de domiciliation

7 : Pour un droit à une alimentation saine : respecter la loi Egalim (bio et local) dans la restauration collective

6 : Pour une commune qui lutte contre les difficultés d'accès aux soins : contribuer à la mise en place d'un centre de santé à but non lucratif, œuvrer pour le maintien et l'amélioration des structures de proximité

8 : Pour un service public de sécurité municipale préventif et de proximité : investir dans l'éclairage public et les patrouilles à pied plutôt que dans la vidéosurveillance.

Une commune engagée pour bien faire grandir tous les enfants

9 : Pour l'égalité des enfants scolarisés en école publique et admis en crèches : refuser toute discrimination liée à la situation administrative ou familiale

11 : Pour un sport accessible à tous-tes : aider à rendre effectif l'enseignement obligatoire des 3h d'EPS et aider les associations sportives à développer leurs offres

10 : Pour garantir un service public de la culture : remplacer les appels à projets par des conventions pluriannuelles

Une commune exemplaire, transparente, responsable et démocratique

12 : Pour une municipalité transparente et intègre : publier les critères d'attribution de l'ensemble des aides et subventions

14 : Pour des collectivités employeuses qui font confiance à leurs agent-es : sortir du réflexe de l'externalisation et recourir et collaborer entre collectivités

13 : Pour une commune où toutes et tous se sentent protégées : former les élu-es et agent-es à l'accueil des personnes pouvant subir des discriminations